

**Gestion des finances
publiques conformément aux
règles dans l'espace UEMOA
LA COUR DES COMPTES
FORME SES MEMBRES** P.6



**HCRRUN/Réparations
LES VICTIMES DES SAVANES,
DE KARA ET CENTRALE ONT
OUVERT LE BAL DEPUIS HIER** P.3

N°555 du 13 Décembre 2017/Prix: 250 Fcfa

Récépissé N° 259/21/04/HAAC
Maison de la presse, casier N° 61
Directeur de Publication
Tchaboré Bouraïma

Contact: 90 04 71 59
E-mail:
tchaboremessenger@yahoo.fr
Imprimerie: RAD-GRAPHIC

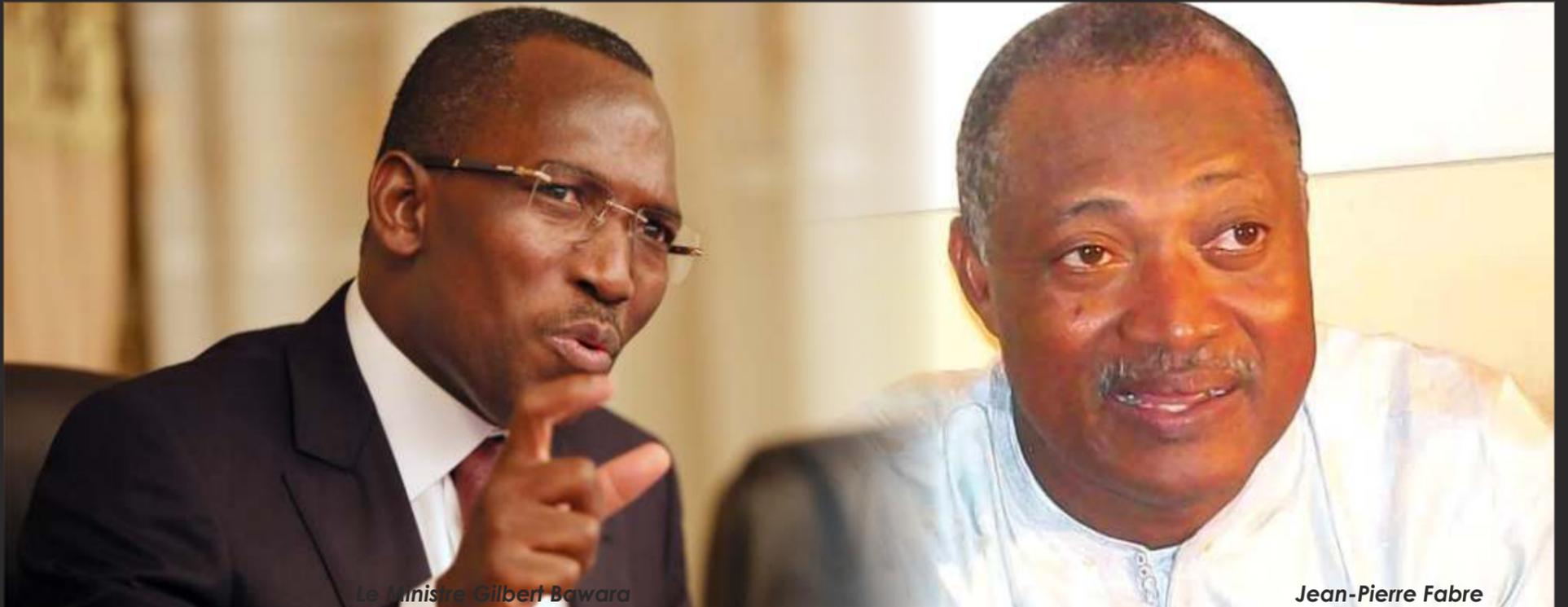
LE MESSENGER

Hebdomadaire Togolais d'Informations Générales et de Publicités

www.lemessenger-actu.com

Fait divers
**IL DÉCIDE DE TUER
SON ENFANT DE DEUX
MOIS POUR SE FAIRE
DE L'ARGENT** P.6

Dialogue politique annoncé et concertations



Le Ministre Gilbert Bawara

Jean-Pierre Fabre

L'OPPOSITION VA-T-ELLE OPTER POUR LE BOYCOTT?
**BAWARA ESPÈRE EN LA VOLONTÉ DES ACTEURS
POLITIQUES CONCERNÉS...** P.3

Union Economique Monétaire Ouest-Africain



Edem Kokou Tengue,
DG Emergence Capital

**DEUX JOURS D'ÉCHANGES SUR
LE SECTEUR PRIVÉ ET À LA
DYNAMIQUE ENTREPRENEURIALE
EDEM TENGUE, APPELLE LES
DÉCIDEURS À VAINCRE LES
FRAGILITÉS ET LES RISQUES** P.2

Campagne d'intoxication et de sabotage contre « MNS Groupe » et de son PDG

 P.4

**LA JEUNESSE CONSCIENTE DU MOYEN MONO
DÉNONCE DE « RÉPUGNANTES CALOMNIES »**

Union Economique Monétaire Ouest-Africain DEUX JOURS D'ÉCHANGES SUR LE SECTEUR PRIVÉ ET À LA DYNAMIQUE ENTREPRENEURIALE EDEM TENGUE, APPELLE LES DÉCIDEURS À VAINCRE LES FRAGILITÉS ET LES RISQUES

Lomé a abrité les 7 et 8 décembre, une conférence internationale sur les opportunités d'investissement dans l'Union économique monétaire ouest africaine (UEMOA). Une rencontre de haut niveau qui a regroupé plus de 200 acteurs, chefs d'entreprises et dirigeants d'organisations internationales.

Placée sous le thème « UEMOA entrepreneuriat et croissance », l'organisation est à mettre à l'actif du Club 2030 Afrique, Emergence Capital, Think Tank Club 2030 Afrique en partenariat avec l'Agence Française de Développement (AFD) et les Young Leaders de la Fondation Africa France.

Les échanges consacrés au rôle du secteur privé et à la dynamique entrepreneuriale pour une croissance économique, a été l'occasion pour les participants d'échanger et de discuter des opportunités et des attractivités dans l'espace économique sous-régionale et surtout au Togo.

Ainsi, pendant les deux jours, des communications ont été faites par des experts et divers invités sur différentes thématiques à savoir, le rôle et l'importance du secteur privé, notamment de la dynamique entrepreneuriale dans la croissance économique.

A l'ouverture des travaux, Edem Tengue, directeur général d'Emergence Capital, a appelé les participants décideurs et partenaires à vaincre les fragilités et les risques, et de mettre en place des politiques publiques efficaces pour sortir des pièges.

« Il s'agit surtout d'approprier cette croissance parce qu'il ne servirait pas à grande chose que la croissance profite à des groupes internationaux. D'où la nécessité de l'existence des nationaux, des champions locaux autour de cette croissance, afin qu'ils puissent offrir des biens et services pour le bonheur de toutes les populations », a déclaré M. Edem Tengue.

À l'heure où la question de dividende démographique est d'actualité, l'Afrique connaît une croissance économique qui ne serait qu'à ses débuts, avec des taux de 2,2% en 2016 ; 3,4% en 2017 et une prévision de 4,3% pour l'année prochaine qui ferait presque pâlir d'envie les économies matures. Mais il est à noter que cette croissance connaît une insuffisance vis-à-vis du boom démographique et devra donc s'accélérer pour faire face aux besoins pressants notamment celui de l'emploi des jeunes.

La plupart des problèmes que rencontrent les pays africains



Edem Kokou Tengue, DG Emergence Capital

comme le chômage, l'équité genre, etc., peuvent être réglés par l'entrepreneuriat, estime EdemTengue, qui pense en outre qu'Il faut d'ores et déjà que des politiques en faveur du monde entrepreneurial voient le jour (...) et que la croissance actuelle de l'Afrique soit accélérée et qu'elle puisse s'approprier cette croissance.

« Les africains n'entreprennent pas par choix parce que les gouvernants ont atteint des limites en termes d'embauche. Alors les africains créent des entreprises pour une question de survie et gagner leur vie. Et pour que ces entreprises deviennent plus efficaces demain et créer d'autres emplois pour d'autres jeunes, il faut qu'il ait un écosystème qui se mette en place et qui doit comporter l'accompagnement, la formation, et enfin le financement », a ajouté de son côté Khaled Igué, Président de "Club 2030 Afrique", coorganisateur de la rencontre de Lomé.

Le directeur de l'Agence Française de Développement au Togo (AFD), Benoit Lebeurre, a pour sa part relevé que la clé du développement pour les pays réside dans la synergie d'actions entre le secteur public et celui du privé.

Des recommandations ont été formulées à l'issue de la rencontre internationale et seront soumises aux chefs d'Etat, partenaires pour faire de l'entrepreneuriat un pivot de développement des pays.

Charles

A propos d'Emergence Capital

Emergence Capital (www.emergencecapital.org) est une société d'apporteur d'affaires et de conseils, créée en 2016, dont l'objectif est de faire participer les Entreprises et les Épargnants Africains à l'émergence de leur

continent à travers un marché financier toujours plus dynamique. Elle intervient entre autres dans la mise en relation des Sociétés de gestion d'actif (SGO) et les sociétés de gestion et d'intermédiation (SGI) pour l'ouverture de comptes titres, les conseils en placement ou la gestion sous mandat ; dans la transmission des ordres de nos clients aux SGI et SGO ; le conseil en stratégie commerciale et financière ; la gestion et organisation et optimisation des organisations ; l'analyse économique, etc.

Elle est fondée et dirigée par Edem Kokou Tengue.

A propos du Club 2030 Afrique

Club 2030 Afrique (www.club-2030.com) est une institution à but non lucratif, qui s'est assignée pour mission principale de mettre ses compétences, son savoir et son énergie au service des organes de gouvernance africains afin de les accompagner dans le processus d'émergence qui mènera à un développement économique et social harmonieux à horizon 2030.

A travers son activité, ce think tank a pour ambition de devenir la première plateforme de réflexion en Afrique en oeuvrant en faveur du partage des idées et des échanges entre la société civile, les entrepreneurs et les décideurs politiques locaux, nationaux et panafricains.

S'appuyant sur un réseau d'experts reconnus, de leaders d'opinion de la société civile, de décideurs politiques, de hauts fonctionnaires et de dirigeants de grandes entreprises, Club 2030 Afrique organise des temps de rencontre et d'échange, diffuse des publications, veille, centralise et partage l'information pertinente, enfin, s'associe à des partenaires pour conduire des actions de terrain.

Ce think tank est présidé par Khaled

Igué.

A propos du programme Young Leaders Africa France

Le programme Young Leaders Africa France (www.africafrance.org/programmes/young-leaders/) a pour objet d'identifier, réunir, valoriser les très hauts potentiels africains et français, âgés de 28 à 38 ans, dans un esprit de « promotion » d'exception. La promotion réunira des jeunes leaders africains et français en deux sessions en France et en Afrique dans le but de nouer des liens personnels et proposer une réflexion commune sur des enjeux globaux.

Le programme a une triple vision : Identifier, rassembler, valoriser, une nouvelle génération de jeunes leaders ; Renforcer les relations entre secteur privé français et africain ; et enfin, développer une vision et un leadership communs pour une croissance et un développement durable et inclusifs.

Le programme est co-présidé par l'ancien Premier ministre béninois, Lionel Zinsou.

A propos de l'Union économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA)

Créée le 10 janvier 1994 à Dakar, l'Union économique et Monétaire Ouest Africaine, UEMOA, (www.uemoa.int) a pour objectif essentiel, l'édification, en Afrique de l'Ouest, d'un espace économique harmonisé et intégré, au sein duquel est assurée une totale liberté de circulation des personnes, des capitaux, des biens, des services et des facteurs de production, ainsi que la jouissance effective du droit d'exercice et d'établissement pour les professions libérales, de résidence pour les citoyens sur l'ensemble du territoire communautaire.

Huit Etats côtiers et sahéliens, liés par l'usage d'une monnaie commune, le FCFA et bénéficiant de traditions culturelles communes, composent l'UEMOA : le Bénin, le Burkina, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo. L'UEMOA couvre une superficie de 3 506 126 km² et compte 112 millions d'habitants. Le taux de croissance du PIB, à prix constant, est de 7% en 2015. (Source: INS/C. UEMOA : RSM juin 2016).

L'UEMOA est représentée par un logo symbolisant la croissance, l'union, la solidarité et la complémentarité entre les Etats côtiers et les Etats sahéliens.

Dialogue politique annoncé et concertations L'OPPOSITION VA-T-ELLE OPTER POUR LE BOYCOTT? BAWARA ESPÈRE EN LA VOLONTÉ DES ACTEURS POLITIQUES CONCERNÉS...

Petit à petit les togolais avancent vers un dialogue politique en vue de trouver les solutions à la crise née de l'incompréhension sur la mise en œuvre des réformes constitutionnelles. Le gouvernement a annoncé les consultations en vue de recueillir les avis des uns et des autres sur l'entendement que chacun faisait de ce dialogue. Mais par la même occasion, le groupe des 14 partis politiques accusent les autorités de diversion et se prendre comme juge et partie à la fois. Invité le lundi dernier sur les ondes de la radio victoire fm, le ministre Gilbert Bawara, explique que ces consultations ne préjugent pas sur ceux qui doivent participer à ce dialogue. M. Bawara espère en outre en la volonté des acteurs politiques de faire aboutir les discussions.

Annoncée lors de la conférence de presse animée la semaine dernière par le gouvernement, la démarche visant à consulter des partis politiques et certaines personnalités politiques passe mal au niveau de la Coalition des 14 partis politiques de l'opposition.

Mais au niveau des autorités togolaises, on estime qu'il s'agit de simples consultations qui doivent permettre de recueillir les avis et les suggestions des principaux partis politiques et personnalités concernant leurs perceptions quant au dialogue national.

« Notre pays est doté d'institutions légalement et démocratiquement établies, qui fonctionnent et qui assument pleinement leurs responsabilités primordiales, comme



Le Ministre Gilbert Bawara

protéger les Togolais, assurer leur sécurité, faire fonctionner l'administration et les services publics, payer les salaires des fonctionnaires et agents de l'Etat. Ces institutions s'emploient quotidiennement à travailler et à agir au service de tous les Togolais, et de l'intérêt général. Le Président de la République et le gouvernement n'ont pas la même vocation que les partis politiques. Le dialogue politique s'inscrit naturellement dans le respect de l'ordre constitutionnel et des institutions démocratiques. Même ceux qui sont dans la rue agissent parce que l'Etat existe et leur garantit des droits et libertés. La permanence et la pérennité de l'Etat s'incarnent à travers des institutions. Dégager une vision commune et susciter une approche partagée quant au dialogue et aux modalités pour sa réussite, tel est l'objectif essentiel des consultations, ni plus ni moins», explique Gilbert Bawara, le ministre togolais de la fonction publique.

Le ministre Bawara révèle que les consultations sont essentiellement limitées aux principaux partis politiques siégeant à l'Assemblée



Jean-Pierre Fabre

nationale et à quelques personnalités qui sont les acteurs des évolutions politiques et institutionnelles du Togo depuis quelques temps, notamment quelques éminents anciens premiers ministres.

« En raison de leurs expériences et du rôle qu'elles ont joué à certains moments de notre histoire, ces personnalités peuvent apporter des éclairages et des contributions précieux », a ajouté Gilbert Bawara.

Le ministre de la fonction publique précise par ailleurs que ces consultations ne préjugent en rien des participants au dialogue. Pour lui, la démarche du gouvernement ne signifie pas que ce sont ceux qui sont consultés qui prendront part au dialogue.

Bien sûr, il aurait été souhaitable de pouvoir consulter le maximum d'acteurs politiques et de la société civile, y compris les autorités religieuses ; mais cela n'est pas faisable. Toutefois, à l'issue des consultations, le gouvernement sera attentif aux idées et aux suggestions aussi bien de ceux qui sont consultés que de ceux qui ne le sont pas avec

pour seul souci un dialogue inclusif et efficace avec un nombre limité de participants pour aller à l'essentiel», a-t-il dit, estimant qu'il ne faut pas en faire un point de fixation et surtout pas de crispation.

Sur l'accusation portée contre le gouvernement par l'opposition par rapport aux dirigeants ghanéens et guinéens, Gilbert Bawara salue les initiatives et les efforts déployés par les présidents Alpha Condé et Nana Akufo-Addo, mais explique que le dialogue concerne d'abord et avant tout les Togolais. Pour lui, ce qui est déterminant c'est la volonté des acteurs politiques concernés et le souci de ces derniers de faire aboutir les discussions.

A la question de savoir si le gouvernement veut tenir le dialogue avant la fin de l'année, Gilbert Bawara pense qu'il faut éviter de s'enfermer dans des contraintes insurmontables. L'essentiel, selon lui, c'est la volonté du gouvernement et des acteurs politiques de démarrer le dialogue et de le faire aboutir.

« Si nous pouvons aboutir le plus tôt possible, c'est tant mieux. Mais s'il y a une dynamique en cours, il faut la laisser aller à son terme en espérant que cela permettra d'atteindre les résultats qui sont attendus », conclut le ministre.

Aux dernières nouvelles, l'ANC a refusé la rencontre d'hier qui devrait se tenir entre Jean-Pierre Fabre et le Premier Ministre Sélom Klassou.

Le Messenger & togobreakingnews.info

HCRRUN/Réparations

LES VICTIMES DES SAVANES, DE KARA ET CENTRALE ONT OUVERT LE BAL DEPUIS HIER

Après le coup d'envoi donné la semaine dernière du programme des indemnités et réparation des préjudices subies par les victimes des violences sociopolitiques de 2005, la phase proprement dite d'exécution commence ce mardi au Centre des conférences de l'Hôtel 2 février à Lomé. Selon une information donnée par le HCRRUN (Haut Commissariat pour la Réconciliation et le Renforcement de l'Unité Nationale), cette semaine du 12 au 16 décembre est consacrée aux victimes vulnérables des régions des Savanes, Kara et Centrale, préalablement recensées par la CVJR (Commission Vérité, Justice et Réconciliation).

On se rappelle que lors de la cérémonie de lancement de cette



Table d'honneur

phase la semaine dernière, des explications données par la présidente du HCRRUN, Awa Nana Daboya, appuyée par ses deux rapporteurs, Evalo Wiyao et Claudine Kpondzo-Ahiany, sont concernés par cette première phase qui porte sur la réadaptation par une prise en charge médico-psychologique des victimes vulnérables de 2005 et leur indemnisation (compensation

financière), des personnes qui, individuellement ou collectivement ont subi un préjudice direct ou indirect et préalablement enregistrées comme telles par la CVJR.

Ainsi, pour cette première phase (victimes des violences de 2005), il est question de dépenser l'enveloppe de 2 milliards de F cfa allouée au HCRRUN, pour assister 2475 des

5279 victimes recensées qui auront droit à des indemnités, 137 victimes auxquelles doivent s'ajouter 34 autres, à une prise en charge médico-psychologique, assurée par un collège de médecins de Aïmes Afrique.

A entendre la présidente du HCRRUN, deux autres étapes devront suivre et prendront en compte les victimes de violences sociopolitiques de 1990-2004 puis celles de 1958-1989.

Outre Lomé, où une des salles du Centre des Conférences jouxtant l'hôtel 2 Février est réquisitionnée pour des prises en charge médicales et psychologiques, les deux autres pôles retenues pour ces opérations sont Atakpamé et Kara.

Source : telegramme228.com

Campagne d'intoxication et de sabotage contre « MNS Groupe » et de son PDG LA JEUNESSE CONSCIENTE DU MOYEN MONO DÉNONCE DE « RÉPUGNANTES CALOMNIES »

Les jeunes issus des associations et regroupements de la préfecture du Moyen mono regroupés au sein de « jeunesse consciente du moyen Mono » se sont indignés dimanche des « répugnantes calomnies » dont serait victime un natif du milieu, le consul Victor James Sossou.

Dans une déclaration baptisée « déclaration de Tado », les jeunes appellent les auteurs de ces actes à « faire montre de la vérité ».

« Nous voulons publiquement dire notre indignation, face à des déclarations de nature à disqualifier et ternir l'image des efforts louables et remarquables que ne cesse de déployer ce digne fils du moyen mono pour sortir sa localité de l'ornière », souligne la déclaration.

Ils déplorent le comportement de certains individus qui se cachent derrière des pseudos noms sur les



réseaux sociaux pour diffamer un honnête citoyen.

« Nous voulons réaffirmer ici haut et fort que nous connaissons les instigateurs de ces diffamations qui ne sont rien d'autres que certains de nos frères attardés et intellectuels tarés comme le disait le regretté grand homme d'Etat, associés à leur réseau d'intérêts

personnel », relève la déclaration.

En conséquence les jeunes se félicitent du déplacement en personne du président de la République sur le chantier de la route Notsé Tohoun au lancement des travaux - dont une grande partie de la réalisation a été confiée à l'entreprise Midnight-Sun,

dirigé par le consul Sossou.

Ils saluent la rétrocession d'une partie de la route confiée à une autre entreprise et abandonnée, à Midnight qui s'est bien illustrée sur les tronçons 1 et 2 avec professionnalisme, réalisant les travaux à lui confiés suivant les règles de l'art justifiant ainsi la confiance placée par son excellence monsieur le président de la République, explique la déclaration.

Cette sortie est motivée, à en croire les responsables de cette association, par plusieurs attaques dont fait objet le consul marqué par des manifestations d'humeur, des actions obscures jusqu'aux menaces de mort et ceux par le biais des individus mal intentionnés.

Se faisant, les jeunes réitèrent leur soutien à l'entreprise et l'encouragement à poursuivre les travaux....

Charles

L'honorable HOWANOU Edoh Albert au sujet de la route Notsé-Tohoun « Il faut arrêter ces ragots, pour le moment, Dieu merci, les travaux se déroulent bien sur la route »

Suite à la visite effectuée le vendredi 1er Décembre 2017 par le Ministre Nissao Gnoum des Infrastructures et des Transports sur la route Notsé-Tohoun en construction, des informations faisant état de travaux bâclés sur ledit tronçon, et ne respectant pas les normes requises, circulent sur les réseaux sociaux. Ces informations à caractère tendancieuses et qui n'ont rien à avoir avec la réalité sur le terrain, ont amené le député UNIR, Albert HOWANOU, de la localité, à sortir de sa réserve. « Il faut arrêter ces ragots », a-t-il laissé entendre. Pour lui, ce qui se raconte est très loin de la réalité sur le terrain.



Howanou Edoh Albert

route, en tant qu'élus de la localité.

Sur les informations qui circulent, je dirai que ce ne sont pas ces derniers temps que des gens font distiller ces informations. Elles (informations) circulaient depuis fort longtemps. Mais ce que certains, ou du moins, ceux qui donnent de ces informations ne savent peut-être pas, c'est que, en tant que député de la localité, nous ne sommes pas restés les bras croisés depuis le lancement des travaux, nous suivons attentivement la manière dont les travaux se déroulent. C'est vrai, nous ne sommes pas des techniciens, mais nous menons nos petites enquêtes auprès des spécialistes, sans toutefois faire du bruit. Et pour le moment, d'après ce que nous avons comme informations, rien n'est fait pour désavantager les populations. Nous sommes élus de la localité, si nous constatons une seule défaillance, nous n'hésiterons pas à interpeller le ministre des infrastructures, pour le moment, Dieu merci, les

travaux se déroulent bien sur la route. De grâce, il faut arrêter ces ragots.

S'agissant du traitement des ouvriers que des gens soutiennent qu'ils sont mal traités. C'est archi faux. Les montants avancés sont loin de la réalité. Je ne suis pas sûr que si les ouvriers étaient mal traités, ils allaient continuer par manifester leur dévouement au travail sur le terrain. Nous passons chaque fois sur la route, nous voyons comment les travaux se déroulent. Nous sommes fiers que ce soit une entreprise dont le propriétaire est natif du milieu qui soit en train de réaliser ces travaux. Je crois qu'il faut simplement le féliciter et l'encourager.

Le vendredi 1er Décembre 2017, le ministre des Infrastructures était sur les lieux avec une équipe de techniciens de son département. Il a estimé les travaux à 70% et pense que s'il n'y a pas d'obstacle, MNS-Groupe, l'entreprise en charge des travaux, pourrait les terminer d'ici 6 (six) mois, du moins la chaussée. Vous qui êtes pratiquement au contact de cette route chaque jour, vous y croyez ?

J'ai écouté le ministre et j'ai également écouté le responsable de MNS-Groupe. Ce je relève, c'est que ce dernier a marqué sa volonté de faire cette route dans les normes de la qualité. Il a également fait savoir des initiatives ad hoc qui ont été prises, en vue de travailler de jour comme de nuit afin de rester dans le délai. Je m'en réjouis. Et j'ai foi en cet

engagement de MNS-Groupe. Je pense qu'elle est capable de le faire. Mais, comme l'a dit le ministre, il faut compter avec les catastrophes, ce que nous ne souhaitons pas.

En tout état de cause, nous sommes fiers aujourd'hui que les travaux soient arrivés à ce niveau. Personne n'y est cru à un moment donné. C'est pourquoi, je profite pour dire merci au Chef de l'Etat, son excellence Faure Gnassingbé, pour ce joyau qui est en train d'être fait, grâce à sa politique de développement impulsé depuis 2006, et qui va faire bénéficier aux populations de Tohoun et de bien d'autres localités, voire d'autres pays. Les populations du moyen Mono lui en sont reconnaissantes.

Je fais ces remerciements, également, au nom des parlementaires sans frontières pour les droits des Enfants dont je suis moi-même président. Car, l'avenir de notre pays, c'est la jeunesse, et parmi cette jeunesse, les enfants d'aujourd'hui en font parti.

Un mot sur la crise politique actuelle que traverse le pays ?

Oui, je voudrais tout d'abord saluer les multiples initiatives prises par le gouvernement sous l'impulsion du chef de l'Etat et qui vont dans le sens de l'apaisement. Il faut soutenir ces initiatives et inviter aussi les autres (opposition) à mettre de l'eau dans leur vin. Personne n'a intérêt à ce que le pays stagne à cause des querelles politiques. Nous sommes fiers qu'un

dialogue soit annoncé et nous pensons que de ce dialogue, sortiront de bonnes décisions pour le bien du Togo et des togolais. C'est pourquoi, il faut éviter les positions tranchées. C'est aussi l'occasion de dire merci aux bonnes volontés, surtout aux chefs d'Etat africains qui offrent leurs bons offices pour une sortie de crise.

Vous savez, le chef de l'Etat, son excellence Faure Gnassingbé aime ce pays. Vous avez vu que depuis quelques temps, malgré la crise politique, il y a des actes qui se posent dans plusieurs localités et dans les coins les plus reculés pour satisfaire aux besoins des populations. C'est cela un homme d'Etat.

Un mot aux populations du Moyen Mono ?

D'abord, il faut féliciter les populations du Moyen Mono, pour leur patience, et le sens de tolérance dont elles ont toujours fait montre. Qu'elles continuent par soutenir le chef de l'Etat, son excellence Faure Gnassingbé, pour sa politique de paix et de développement. Le développement est un processus, et il faut y croire.

Enfin je voudrais inviter mes frères et sœurs du Moyen Mono, quelques soient nos convictions politiques, à rester soudés et à ne pas se laisser aller à la tentation. La paix n'a pas de prix. Et nous ne devons pas mettre en cause cet acquis si cher au chef de l'Etat Faure Gnassingbé.

Propos recueillis par Forum de la semaine

(Suite à la page 7)

Le Messager

Lu sur le net !

FLAGRANT DÉLIT D'ADULTÈRE !!! VOICI UNE HISTOIRE INCROYABLE (Suite et fin)

A ces mots, trois des personnes convoquées par le mari se levèrent pour aller aux toilettes. Mais ça ressemblait plus à un au revoir qu'à autre chose. Awa parlait toujours

« Avec tout ça, tu oses me faire un procès familial ? Tu oses demander le divorce ? Tu peux d'ores et déjà être sûr que tu n'y laisseras que des plumes ! Avec les preuves que j'ai, contre les photos que tu as, n'importe quel tribunal prononcera le divorce à tes torts exclusifs. Je n'aurai même pas besoin d'avocat pour ma défense. N'oublies pas que je suis juriste de formation. C'est quand même bizarre de voir à quel point tu deviens vertueux quand tu parles des autres, alors que tu es une pourriture de la pire espèce ». Puis ; regardant ce qui reste de l'assistance, elle demande : « Il y en a qui veut encore parler parmi vous qui n'avez pas eu le courage de vous lever et sortir? ». Aucune voix ne se fit entendre. Même le grand frère arrogant et sûr de lui n'osait plus parler.

Alors, elle monta prendre une douche. Quand elle descendit, tout le monde était parti sauf Ismael, plongé dans un semi sommeil. Elle fit rentrer sa voiture dans le garage. La bonne servit le repas. Awa mangea seule, les enfants étaient en week-end chez leur grand-mère. Elle remonta se coucher après avoir regardé la télé et sans prêter attention à son mari. A 2 h du matin, Ismael se réveilla enfin. Il alla frapper à la porte de sa femme qui ouvrit après quelques instants et découvrit son mari à genoux et en pleurs. « Pardon Awa, c'est la famille. C'est eux qui m'ont induit en erreur, c'est eux qui voulaient que je prenne d'autres femmes pour te prouver ma virilité. Je t'assure que des paramètres m'ont échappé et je vois le désastre qu'est devenue ma vie. Pardon, pardon, mille fois pardon ! ». « Tu ne veux plus divorcer alors ? », fit Awa ironiquement. « Divorcer, moi ? Je te jure que je n'ai jamais voulu ça, c'est eux ! ». « Ça va, c'est bon, viens te coucher ».

Le mariage est la seule guerre où l'on dort avec son ennemi. Ce soir, cette phrase prend tout son sens. Dans un divorce, les enjeux sont parfois colossaux. On a souvent beaucoup plus à perdre qu'à gagner, et Mr. Ismael vient de l'apprendre à ses dépens. Faites des choix de vie et assumez-les sans influences extérieures. Affranchissez-vous de la famille et des amis pour régler vos problèmes de couple. Dans bien des cas, la famille ou les amis vous diviseront davantage que vous ne l'êtes déjà.

Alors, dialoguez ! Forcez la communication avant de déclarer la guerre à quelqu'un, assurez-vous d'avoir tout au moins la force nécessaire de perdre avec dignité, à défaut de gagner.

Celui ou celle pour qui tout semble perdu d'avance peut à tout moment se révéler redoutable face à l'adversité.

Awa était seule ce soir contre une équipe de dix personnes. Elle jouait à la fois en défense et surtout, en attaque. Et c'est elle qui a gagné le match de ce soir qui, apparemment, avait très mal commencé pour elle.

Source: *Le combat*

HISTOIRES DROLES

Affaire d'affairage

Une femme et son mari se disputaient chaque jour. Fatigué, le mari prit son arme et dit à sa femme :

- tu rendras compte à Dieu puis se tua.

La femme prit l'arme et dit faudrait pas qu'il parte dire des mensonges sur moi là bas attend je vais le suivre et elle se tua à son tour.

Leur fils ayant suivie toute la scène dit :

- humm ! Ceux là faudrait pas qu'ils partent se battre la bas, attend je vais aller les séparer puis il prit l'arme et se tua.

La voisine tellement affairée et après avoir suivie tout cela dit ceci :

- tchiééé affairage comme ca la je ne peux pas rater ça et sans trop se poser de question elle prit l'arme et se tua.

Huummm affaire d'affairage selon vous c'est dans quelle quartier!!!!!!

Méditons ... !

Respecte-toi et donc commence par respecter. Ton corps, tu ne peux pas en user comme s'il n'était qu'un instrument, un moyen. Ton corps, c'est la forme prise par ton âme. Il ne s'agit pas là, de beauté. Tu peux être difforme, ton corps aura toujours la dignité de la vie. Ton corps est le monde, est la vie. Si tu uses de ton corps

comme s'il n'était qu'une matière, un objet, tu brises le sceau qui lie, en chaque homme, l'âme et le corps, et fait l'humain. Si tu ne respectes pas ton corps, tu ne respecteras pas celui des autres. Et tu deviendras barbare.

Martin GRAY

PHARMACIES DE GARDE DU 12/12/2017 au 18/12/2017

Pharmacie JEANNE d'ARC 22 22 08 01
Près de Marox-Renault-Star

Pharmacie BON PASTEUR 22 21 13 67
38, Av. Libération

Pharmacie ECLAIR 22 22 75 11
Bè Ahligo, près du Marché

Pharmacie OCEANE 22 22 62 77
Rue OCAM

Pharmacie PORT 22 27 61 88
Face Hôtel Sarakawa

Pharmacie EMMANUEL 22 21 30 98
Face MIVIP Av. Duisburg Kodjoviakopé

Pharmacie LIBERATION 22 22 25 25
Avenue Libération prolongée

Pharmacie St KISITO 22 21 99 63
Bd. de la Kara près du Bar TAMTAM

Pharmacie AVE MARIA 22 22 33 01
Station Kodome près du CHU Tokoin

Pharmacie LE JOURDAIN 22 61 56 14
Boulevard Léopold Sédar SENGHOR, face au CEG Tokoin Wuiti

Pharmacie St PAUL 22 22 46 72
Bd. Jean Paul II

Pharmacie BAH 22 26 03 20
Face EPP Hedzranawé

Pharmacie APOTHEKA 22 61 57 57
Face siège Fédération Togolaise de Football, route de Kegué

Pharmacie CITRUS 22 57 32 32
Attiégou Yayrakomé Sur Le Grand Contournement

Pharmacie MAWULE 22 27 11 21
Bè-Kpota (Anc.Pharmacie du Rond Point Gakpoto)

Pharmacie MAËLYS 22 27 60 19
1688, Bd Malfakassa - Bè Kpota en Face de NETADI

Pharmacie ADIDOGOME 22 50 54 85
Face au camp 2ème RI d'Adidogomé

Pharmacie SILOE 22 33 82 87
Carrefour Aflao Apédokoe Atigangomé

Pharmacie ACTUELLE 22 51 11 72
Route de Ségbé Quartier Sagbado - Adidogomé

Pharmacie MAGNIFICAT 91 43 74 22
Aflao Sagbado Yokoe, Rue De La Pampa à 100 M Du Palais Royal De Yokoe

Pharmacie JAHNAP 22 51 22 86
Djidjolé-Gakli, près de Favonet Multimédia

Pharmacie St JOSEPH 22 25 74 65
Bretelle BE KLIKAME

Pharmacie LUMIERE 22 25 15 26
Agbalepédogan

Pharmacie LAUS DEO 22 25 15 05
Route de Léo 2000, face clinique Besthesda - quartier Adidoadin

Pharmacie SOLIDARITE 22 50 37 07
Rue Avédji vakpossito - Près de la Station Total Totsi

Pharmacie APOLLON 22 31 01 07
Face complexe scolaire Makafui - Non loin du carrefour des hirondelles - Avédji

Pharmacie VITAFLORE 22 19 22 86
Agoè Vakposito à 100 m de la station Shell Agoè

Pharmacie St ESPRIT 22 40 29 06
Sur la bretelle Agoè-Nyivé Kégué, Face au CEG Agoè-Est

Pharmacie St MICHEL 22 51 70 22
Située à Agoenyivé entre la Brasserie BB et l'espace Télécom

Pharmacie EXCELLENCE 22 51 77 87
Agoe Demakpoe Voie CEDEAO

Pharmacie MAINA 22 33 65 34
Agoè Assiyéyé, axe Zanguéra à 300 mètres du Carrefour bleu

Pharmacie TCHEP'SON 22 42 94 41
Face Terminal du sahel (Togblékopé)

Pharmacie VERSEAU 22 27 34 53
Près maison Bateau Baguida

Pharmacie DE L'EDEN 22 27 53 55
Route d'Aneho, face cité Baguida

Gestion des finances publiques conformément aux règles dans l'espace UEMOA

LA COUR DES COMPTES FORME SES MEMBRES

Amener les Magistrats de la Cour des Comptes et leurs Assistants Vérificateurs à s'approprier les principales innovations introduites dans la gestion des finances publiques par les nouvelles normes mises en vigueur au sein de l'UEMOA, tel est l'objectif général d'un atelier de formation qui s'est tenue à Kpalimé le lundi dernier. L'atelier a reçu l'appui de la Banque Africaine de Développement (BAD), à travers les ressources du Projet d'Appui à la Mobilisation des Ressources et au Renforcement des Capacités Institutionnelles (PAMOCI).

Le Togo a connu en effet, dans les années 1980 des ajustements structurels dont les conséquences, conjuguées avec celle de la crise sociopolitique des années 1990, ont considérablement affecté l'activité économique le fonctionnement de l'administration publique en général et particulièrement le secteur des finances



Table d'honneur

publiques.

Mais depuis 2006, le gouvernement s'est inscrit dans une dynamique de réformes, entre autres, la bonne gouvernance et la transparence dans la gestion des finances publiques, visant à réduire la pauvreté au sein de la population et à trouver, en même temps, sa notoriété auprès de la Communauté Internationale.

Aussi, un plan stratégique décennal a été mis en branle depuis septembre 2010, dans l'optique spécifique de

moderniser la gestion publique et de la hisser au niveau des meilleurs pratiques et des standards internationaux en matière de finances publiques. D'où la mise en place de nouvelles dispositions juridiques faites de lois et décrets, pour se mettre en diapason avec les nouvelles directives portant cadre harmonisé des finances publiques au sein de l'UEMOA. Cette donne interpelle aussi bien les services techniques du ministère de l'économie et des finances, que les organes de contrôle dont la Cour des Comptes.

Pour l'ancien président de la Cour des Comptes, l'intégration de la Cour des Comptes dans le projet d'Appui à la mobilisation des Ressources et au renforcement des Capacités Institutionnelles trouve sa justification sur deux points. Publiques, la Cour se situe en dehors de la chaîne de l'exécution budgétaire, et à ce titre et de par son statut, porte un jugement indépendant sur les comptes de l'Etat

et des autres organismes publics et assiste le parlement et le gouvernement dans le contrôle de l'exécution des lois de finances.

Deuxièmement, les magistrats de la Cour des Comptes bien qu'étant des cadres de haut niveau, ont besoin de renforcement de capacités dans divers domaines relevant de leurs compétences.....

Outre l'assimilation des nouvelles directives introduites par l'UEMOA, le présent atelier devrait dans la pratique amener la trentaine de participants à faire le lien entre les différentes innovations et les anciennes normes, afin d'obtenir les outils et les aptitudes nécessaires pour examiner de manière professionnelle les documents budgétaires, les états financiers et les comptes qui leurs seront soumis dans l'exercice de leurs fonctions.

La rédaction

L'auto-emploi dans le secteur informel

DES MUTUELLES POUR ACCOMPAGNER VERS L'ENTREPRENARIAT



Photo de famille

La Délégation à l'Organisation du Secteur Informel (DOSI), procède depuis la semaine dernière, à des sessions de formations itinérantes en entrepreneuriat, au bénéfice des membres des mutuelles qu'elle accompagne, avec le financement de la Banque Africaine de Développement (BAD), à travers les ressources du Projet d'Appui à la Mobilisation des Ressources et au Renforcement des Capacités Institutionnelles (PAMOCI).

C'est à Atakpamé, chef lieu de la région des plateaux, qu'ont été lancées, le 07 décembre dernier les sessions de formation des membres des différentes mutuelles en entrepreneuriat. L'initiative qui de la DOSI vise à mettre en place une politique d'organisation du secteur informel axée sur la mutualité.

Il s'agit d'initier les participants sur les méthodes de mise en place de micro et petite entreprise viable et performante, ainsi que les techniques de gestion simplifiée d'une activité.

La finalité, c'est permettre aux participants d'avoir un compte d'exploitation, de maîtriser la tenue des registres des recettes et des dépenses, afin de tenir une comptabilité simplifiée. Ceci est indispensable dans l'établissement de la relation fiscale entre les petits

contribuables du secteur informel et les services des impôts dans la perspective de l'élargissement de l'assiette fiscale.

Cette formation, 2ème du genre et financée par le PAMOCI en un peu plus d'une année, est le fruit d'un

partenariat actif, facilité par l'ancien Directeur Général de la DOSI, Mme Ingrid AWADE, dont la pertinacité dans ce processus a été saluée par le Coordonnateur du PAMOCI.

« Lorsque parfois vous voyez des gens de loin, vous ne vous imaginez pas la profondeur et la capacité et de la créativité qu'ils ont en eux » a-t-il laissé entendre, à l'ouverture es travaux.

La formation va couvrir toutes les Régions économiques du Togo (Lomé, Atakpamé, Sokodé, Kara, Dapaong, Tsévié), s'organise en 12 sessions à raison de 2 sessions de 3 jours par Région, et va toucher 280 acteurs soit 70 participants par mutuelle.

Depuis 2014, la DOSI a appuyé la mise en place de 4 mutuelles à savoir : la Mutuelle des Conducteurs de taxi Moto (MUCTAM), la Mutuelle des Artistes et Journalistes (MUAJ), la Mutuelle des Agriculteurs, Pêcheurs et Eleveurs (MUAPE) et la Mutuelle des Commerçants et artisans (MUCAT). Ces dernières bénéficient d'un programme d'appui au renforcement des capacités qui s'inscrit dans un processus de professionnalisation des acteurs avec pour objectif de renforcer leurs capacités sous plusieurs formes.

La rédaction

Fait divers

IL DÉCIDE DE TUER SON ENFANT DE DEUX MOIS POUR SE FAIRE DE L'ARGENT

La gendarmerie nationale a présenté le vendredi 8 décembre dernier à la brigade territoriale de Tsévié, un jeune de nationalité béninoise âgé de 35 ans répondant au nom d'Agbéléssessi Apollinaire qui s'appretait à livrer un enfant d'à peine deux mois en sacrifice dans le but de se faire de l'argent.

Selon les faits rapportés par la lieutenant Agba Mazalo, chargée de communication à la gendarmerie nationale, le jeune béninois, s'était rendu le dimanche 3 décembre à Gblinvié, localité située à quelques kilomètres de la ville de Tsévié, au domicile d'un charlatan pour solliciter les services de ce dernier en vue de se faire de l'argent. Au cours de leurs discussions, il fait savoir au charlatan qu'il dispose d'un bébé de 2 mois qu'il comptait sacrifier pour cette fin. C'est alors que le deal est noué et le rendez-vous pour l'exécution de l'acte est fixé pour la semaine suivante.

Le mercredi 6 décembre, tôt le matin, Apollinaire quitte Lomé avec le nouveau-né à destination du domicile du charlatan, qui auparavant, avait pris soin d'alerter la gendarmerie, car, n'ayant pas inscrit son charlatanisme dans ce registre, selon la lieutenant Mazalo. Les dispositions ont été donc prises par la gendarmerie qui a procédé à l'arrestation du sieur Apollinaire, sur les lieux où les cérémonies devaient se faire.

Interrogé, Agbéléssessi Apollinaire a reconnu les faits et déclare qu'il s'agit du bébé de sa concubine qui vit sous

son toit à Lomé. Cette dernière aurait contracté la grossesse d'un autre homme. Bonne occasion pour Apollinaire qui avait un projet de sacrifice d'un enfant dans le but de se faire de l'argent. Il a donc préféré garder la relation avec sa concubine qu'il a gardé jusqu'à la naissance du bébé. Le temps venu pour passer à son acte ignoble, il a fait croire à sa concubine que par manque de moyens, il fallait trouver un lieu d'adoption pour le bébé. Et c'est Tsévié qui a été choisi, car Apollinaire aurait fait savoir qu'il a une de ses connaissances dans la ville, « alors qu'en réalité son intention était de le tuer pour se faire de l'argent », explique la gendarmerie.

En conséquence, le prévenu, Apollinaire, un menuisier de profession, sera déféré au parquet pour la suite de la procédure, selon la lieutenant Mazalo.

La rapide intervention des forces de l'ordre a permis à l'enfant d'avoir encore la vie sauve.

La gendarmerie nationale, tout tant remerciant la population de Gblinvié pour sa collaboration, invite toute la population togolaise à coopérer davantage avec les agents de la gendarmerie pour mettre fin à ces crimes crapuleux.

La présentation a connu la participation du commandant de la région militaire maritime, le Commandant Abalo.

Voilà jusqu'où l'amour de l'argent et le gain facile peuvent pousser la méchanceté de l'homme.

Charles

XIe conférence ministérielle de l'OMC BERNADETTE LEGZIM BALOUKI, PORTE-PAROLE DU TOGO À BUENOS AIRES

Bernadette Legzim Balouki, ministre du commerce et de la promotion du secteur privé, participe depuis dimanche à la XIe Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à Buenos Aires (Argentine). Un rendez-vous qui rassemble les ministres chargés du commerce, les experts et les fonctionnaires des 164 Membres de l'organisation.

Lors d'une allocution à la tribune dimanche, la ministre Legzim Balouki a remercié l'Organisation Mondiale du Commerce ainsi que tous ses partenaires pour les appuis multiformes apportés au Togo dans le cadre de son processus de développement.

Pour la ministre, le développement et la diversification des exportations dans les Pays moins avancés passent au préalable par des réformes que les gouvernements doivent opérer.

Au rang de ces réformes figurent entre autres l'amélioration continue du climat des affaires pour des investissements, l'instauration et l'opérationnalisation des guichets uniques pour réduire les délais et les coûts des opérations d'importation et d'exportation, la ratification et la mise en œuvre de



Bernadette Legzim Balouki, Ministre du commerce et de la promotion du secteur privé

l'Accord de l'OMC sur la Facilitation des Echanges, l'adoption et la mise en œuvre des normes de qualité ainsi que les mesures relatives à l'étiquetage et l'emballage des produits pour être compétitif sur les marchés...

« Le Togo a amorcé un vaste programme de réformes ciblées touchant plusieurs secteurs. Le Guichet Unique pour le Commerce Extérieur est opérationnel depuis

juillet 2014. Il facilite la dématérialisation des documents échangés et l'automatisation des procédures administratives, logistiques et douanières. De même, un Guichet unique de création d'entreprises est opérationnel pour toutes les activités de création, de dissolution ou de cessation d'activité des entreprises à coût très réduit (environ 45 dollars) et dans un délai record (24 heures) », a déclaré la

ministre.

Ainsi, pour permettre aux entreprises d'être compétitives et de diversifier leur produits sur les marchés, l'Etat et des partenaires au développement du Togo dont notamment le Cadre Intégré Renforcé ont mené des programmes de renforcement de capacités managériales de plusieurs PME/PMI et l'organisation des chaînes de valeurs dans les filières d'exportation avec l'accentuation sur la transformation industrielle, les normes de qualité, les formalités relatives à l'exportation, les aspects juridiques du commerce international, ainsi que l'étiquetage et l'emballage des produits.

Les femmes et les jeunes sont des acteurs vulnérables dans divers secteurs de l'économie nationale. Aussi, une attention particulière est portée à leur endroit dans les réformes en général, dans l'inclusion sociale et la prise en compte de leurs intérêts dans le pilotage et la mise en œuvre des projets structurants touchant les communautés à la base. En cela, nous encourageons les gouvernements des PMA à poursuivre et à accélérer leurs réformes poursuit la ministre.

Charles

Journée internationale de lutte contre la corruption L'OTR ET LA HAUTE AUTORITÉ DE PREVENTION ET DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET LES INFRACTIONS ASSIMILÉES PLUS QUE JAMAIS DÉTERMINÉS À COMBATTRE LE FLEAU AU TOGO

« Unis contre la corruption pour le développement, la paix et la sécurité », c'est sous ce thème que l'Office togolais des recettes (OTR) et la Haute autorité de prévention et de lutte contre la corruption et les infractions assimilées ont célébré samedi, 9 décembre, la journée internationale de lutte contre la corruption.

La journée internationale de lutte contre la corruption est une occasion pour les pouvoirs publics de réaffirmer leur engagement à réduire nettement la corruption et les pratiques des pots-de-vin en mettant en place des institutions efficaces, responsables et transparentes à tous les niveaux. Des efforts visant à instaurer la paix et à assurer la prospérité de tous, sur une planète en bonne santé.

Représentant son ministre de l'économie et des finances, Kossi

Toffio, directeur de cabinet, a dans son allocution appelé les acteurs à plus d'engagement à assumer leurs responsabilités et prendre des mesures énergiques contre ce phénomène.

« Le gouvernement togolais attache du prix à cette lutte contre la corruption et se félicite tout d'abord de l'instauration de cette journée et pour cause, elle vient aux réformes initiées et enclenchées depuis quelques années... », a déclaré M. Toffio, qui précise par ailleurs que le Togo a adhéré à cette lutte avec la mise en place d'un certain nombre d'arsenal juridique et institutionnel propice au fléau qu'est la corruption.

Il a cité entre autres, la ratification des conventions internationales, régionales en la matière, la mise en place de la cour des comptes, d'une autorité de régulation des marchés

publics, de la haute autorité de lutte contre la corruption.

« Nous sommes aujourd'hui le 9 décembre, journée instituée pour célébrer les actions de lutte contre la corruption qui sape nos économies. L'Office togolais des recettes a décidé cette année avec la haute autorité de prévention et de lutte contre la corruption de rappeler à tout un chacun, les méfaits de ce fléau et l'urgence d'une action collective », a indiqué, Kodzo Adédze, le commissaire général par intérim à l'Office togolais des recettes, pour qui l'objectif sera d'enrayer ce mal qui est un grand frein au développement des économies des nations.

Pour l'occasion et dans son message habituel à de telle occasion, António Guterres, secrétaire général des nations unies, a assimilé la corruption à un

phénomène social, politique et économique complexe, qui touche tous les pays et qui sape les institutions démocratiques, ralentit le développement économique et contribue à l'instabilité gouvernementale.

« Nous ne pourrions atteindre les objectifs de développement durable d'ici à 2030 que si toutes les nations disposent d'institutions fortes, transparentes et inclusives, basées sur la règle de droit et soutenue par le public », souligne le SG de l'ONU.

Une rencontre nationale a été organisée à cet effet à Lomé avec la participation des représentants de la société civile, administration publique, privée, opérateurs économiques...

Charles

Baisse de la TVA

sur les produits de première nécessité

~~18%~~



10%

PRODUITS ET SERVICES	NOUVEAUX TAUX DE LA TVA
Lait non transformé, Riz à l'exception du riz de luxe, Terminaux mobiles et équipements informatiques, Opération de crédit-bail dans les transports, Matériels de production d'énergie renouvelable	0%
Tissu kaki et tissu imprimé (pagne), Huile alimentaire, Sucre, Farine de céréales (blé, etc.), Pâtes alimentaires, Lait manufacturé, Aliments pour bétail et pour volailles, Poussins d'un jour, Matériels agricoles, Services de location et réparation de matériels agricoles, Hébergement et restauration des touristes	10%